



# Assemblée générale

Distr. générale  
10 décembre 2024

## Soixante-dix-neuvième session

Point 100 a) de l'ordre du jour

**Examen de l'application des recommandations  
et décisions adoptées par l'Assemblée générale  
à sa dixième session extraordinaire : rapport  
de la Conférence du désarmement**

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 2 décembre 2024

[sur la base du rapport de la Première Commission (A/79/410, par. 12)]

### 79/71. Rapport de la Conférence du désarmement

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné le rapport de la Conférence du désarmement<sup>1</sup>,*

*Rappelant sa résolution 78/61 du 4 décembre 2023,*

*Convaincue* que la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale de la communauté internationale pour les négociations sur le désarmement, joue un rôle primordial dans les négociations de fond sur les questions prioritaires de désarmement,

*Prenant note* des discours des ministres des affaires étrangères et d'autres hauts responsables faits à la Conférence du désarmement, qui constituent des témoignages de soutien nuancés d'inquiétude aux travaux de la Conférence et sont autant d'appels pour que celle-ci entame immédiatement des négociations en vue d'adopter un programme de travail équilibré et global qui permette de progresser vers la réalisation des objectifs de désarmement,

*Considérant* qu'il faut mener les négociations multilatérales de façon qu'elles aboutissent à des accords sur des questions concrètes et soulignant l'importance d'un multilatéralisme efficace au regard de l'évolution du climat international,

*Se félicitant* des efforts intenses faits par les États membres et les présidences de la Conférence du désarmement à sa session de 2024, qui ont débouché sur la tenue de débats thématiques sur les points inscrits à l'ordre du jour dans le cadre de séances plénières et la création d'organes subsidiaires afin de progresser dans les travaux de

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dix-neuvième session, Supplément n° 27 (A/79/27).



fond sur tous les points de l'ordre du jour, tout en constatant avec préoccupation que la Conférence n'a pas dégagé un consensus sur l'établissement d'un programme de travail, ni n'a été en mesure d'entamer ses travaux de fond au moyen de négociations,

*Rappelant*, à ce propos, que la Conférence du désarmement a un certain nombre de questions prioritaires à négocier en vue d'atteindre les objectifs de désarmement,

*Notant avec satisfaction* qu'une majorité écrasante des États a demandé une plus grande souplesse afin que la Conférence du désarmement puisse s'acquitter de son mandat sur la base d'un programme de travail équilibré et global,

*Soulignant* qu'il faut une coopération suivie entre les États membres de la Conférence du désarmement et entre les présidences successives de la Conférence,

*Prenant note avec satisfaction* des contributions et des efforts qui ont été faits et des décisions qui ont été prises pendant la session de 2024 en vue de faciliter un débat de fond sur les questions inscrites à l'ordre du jour, y compris, entre autres, les décisions relatives aux travaux de la Conférence du désarmement concernant la création de cinq organes subsidiaires pour la session de 2024, adoptées les 13 et 19 juin 2024, et l'adoption des rapports des cinq organes subsidiaires par la Conférence,

*Réaffirmant* l'importance du multilatéralisme et du principe d'inclusion dans les travaux de la Conférence du désarmement et constatant toujours avec regret qu'une fois encore ce principe n'a pas été suffisamment respecté<sup>2</sup>, tout en rappelant à cet égard le règlement intérieur de la Conférence,

*Reconnaissant* l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement comme une institution indépendante et autonome, et faisant grand cas de la contribution qu'apportent ses travaux de recherche,

*Estimant* qu'il importe que la société civile participe aux travaux de la Conférence du désarmement, conformément aux décisions prises par celle-ci,

1. *Réaffirme* le rôle de la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale de la communauté internationale pour les négociations sur le désarmement ;

2. *Se félicite* de l'appui sans réserve que les ministres des affaires étrangères et d'autres hauts responsables ont témoigné à la Conférence du désarmement pendant sa session de 2024, tout en prenant note de leur préoccupation face à l'impasse dans laquelle elle se trouve depuis plus de 20 ans, et tient compte du fait qu'ils ont demandé une plus grande souplesse afin que la Conférence puisse entamer ses travaux de fond sans plus tarder ;

3. *Demande* à la Conférence du désarmement d'intensifier encore les consultations et d'examiner les possibilités qui s'offrent à elle de sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve encore en adoptant et en suivant un programme de travail équilibré et global le plus tôt possible pendant sa session de 2025, compte tenu de la décision sur l'établissement d'un programme de travail qu'elle a prise le 29 mai 2009<sup>3</sup>, ainsi que des propositions qui ont été, sont ou seront présentées sur la question ;

4. *Prend note avec satisfaction* des décisions de la Conférence du désarmement relatives à la création d'organes subsidiaires chargés des points 1 à 4 de l'ordre du jour et d'un organe subsidiaire chargé des points 5, 6 et 7<sup>4</sup>, pour la session

---

<sup>2</sup> Ibid., par. 10.

<sup>3</sup> Ibid., soixante-quatrième session, Supplément n° 27 (A/64/27), par. 18.

<sup>4</sup> Ibid., soixante-dix-neuvième session, Supplément n° 27 (A/79/27), par. 13 et 14.

de 2024, et se félicite que la Conférence ait adopté les rapports des cinq organes subsidiaires et les recommandations qui y sont formulées, notamment celle de reprendre leurs travaux en 2025 ;

5. *Encourage* la présidence actuelle de la Conférence du désarmement et la présidence suivante à procéder, pendant la période intersessions, à des consultations sur les activités menées par la Conférence dans l'exercice de son mandat puis à faire, si possible, des recommandations tenant compte de toutes les propositions qui ont été, sont ou seront présentées sur la question, notamment celles soumises sous forme de documents de la Conférence, ainsi que des vues exprimées et des discussions tenues, et à s'efforcer de tenir les membres de la Conférence informés de leurs consultations, selon qu'il conviendra ;

6. *Prie* la présidence actuelle de la Conférence du désarmement et celles qui lui succéderont de coopérer avec les États membres de la Conférence en vue de faire en sorte que celle-ci commence rapidement ses travaux de fond, notamment les négociations, à la session de 2025 ;

7. *Estime* qu'il importe de poursuivre, en 2025, les consultations sur la question de l'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement ;

8. *Demande* à la Conférence du désarmement de veiller concrètement au respect du principe d'inclusion et du multilatéralisme dans le cadre de ses travaux, s'agissant notamment de la participation à ses sessions, conformément à son règlement intérieur<sup>5</sup> ;

9. *Prie* le Secrétaire général de continuer de faire en sorte que tous les services d'appui administratif et technique et les services de conférence nécessaires à la Conférence du désarmement soient assurés et, au besoin, renforcés ;

10. *Prie* la Conférence du désarmement de lui présenter, à sa quatre-vingtième session, un rapport sur ses travaux ;

11. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quatre-vingtième session, au titre de la question intitulée « Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire », la question subsidiaire intitulée « Rapport de la Conférence du désarmement ».

44<sup>e</sup> séance plénière  
2 décembre 2024

---

<sup>5</sup> CD/8/Rev.10, par. 32 à 36.